

blique et la dictature militaire qui ouvre la voie au fascisme. »

Cette aberration prouve que la direction du P.C.F. craint que le moindre contre-projet ne l'entraîne hors de la ligne de la Défense de la République. Le Parti de l'Union de la Gauche Socialiste, qui n'est qu'une formation fort disparate, a sur la question une position, sinon très claire, du moins plus conforme aux aspirations des masses. Il propose la constitution d'une « Convention Démocratique » entre tous les partis et organisations antifascistes qui se saisiraient des projets gouvernementaux et lui opposerait « la constitution d'une République renouée ».

e la République » ne rend pas

par René MERLIN

Tout cela relève probablement pour Etienne Fajon, d'un épouvantable « gauchisme ».

Ne laisser d'autre choix aux électeurs qu'entre le projet gaulliste et un NON même « retentissant », c'est faire le jeu de De Gaulle et de ceux qui le soutiennent.

Le caractère de la période.

L'opportunisme du P.C.F. qui se manifeste actuellement par le mot d'ordre de Défense de la République se rattache à toute une conception politique absolument fautive.

Marcel Servin, à l'avant-dernier Comité Central, avait déjà affirmé: le dilemme n'est pas entre Etat fort et fascisme d'une part et d'autre part socialisme. La résolution de la session du C.C., qui fait l'objet de cet article, reprend tout au long d'un paragraphe cette idée. Le dilemme serait entre Etat fort et démocratie.

Avant la deuxième guerre mondiale les victoires du fascisme en Italie, en Allemagne, en Espagne, de Pétain qui prit le pouvoir en France quelques années seulement après la dislocation du Front populaire, ont montré suffisamment que la démocratie bourgeoise, même axée à gauche, n'était pas capable de s'opposer victorieusement au pouvoir fort. L'importance des forces de la S.F.I.O. par rapport à celles du P.C.F. pouvait encore servir d'échappatoire pour justifier la politique républicaine. Cet argument depuis 1945 n'a plus aucune valeur: les travailleurs dans leur grande majorité votent pour le P.C.F. et ses militants ont des postes hautement responsables aux différents échelons de la C.G.T.

Toutes ces justifications « républicaines » sont à la racine de la fautive politique du P.C.F.

C'est d'une toute autre analyse qu'il faut partir pour comprendre les événements de notre époque.

Il faut distinguer deux grandes périodes dans l'histoire du mouvement ouvrier: avant la Révolution Socialiste d'Octobre 1917 et après. La Révolution de 1917 a ouvert l'ère de la révolution prolétarienne, de la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière. Le léninisme n'est pas autre chose que l'expression la plus générale de cette stratégie qui fut l'orientation fondamentale de la III^e Internationale avant qu'elle ne soit dominée par Staline et les per-

sonnages à sa dévotion. Nous sommes dans la période des guerres mondiales et des révolutions. La situation mondiale le prouve. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, il n'est question que d'insurrections, de guerres, en Asie, en Afrique, en Amérique Latine, que de révolutions et de contre-révolutions. Le retard des grandes métropoles par rapport aux pays colonisés n'est que le fait des organisations traditionnelles de la classe ouvrière.

L'appréciation de la direction du P.C.F. et de ses inspirateurs est tout à fait différente: nous serions toujours dans la période de la lutte pour l'approfondissement de la démocratie bourgeoise, pour la

défense des droits acquis. Cette orientation, exprimée à maintes reprises, l'a été le plus clairement en novembre dernier dans le document signé par les 64 Partis Communistes réunis à Moscou.

Les dirigeants néostalinien, lorsqu'ils veulent défendre cette conception, caricaturent l'orientation des révolutionnaires en essayant de montrer que leur orientation signifie que le Parti Communiste devrait, à tout moment, appeler les travailleurs à se lancer directement à l'assaut du capital. Les trotskystes n'ont jamais rien dit de semblable. Ils savent qu'il est nécessaire à certains moments de regrouper les forces. Toutes ces opérations relèvent de la tactique, mais la ligne stratégique de la période reste la conquête du pouvoir.

Le Programme de Transition.

Nous voudrions maintenant préciser en quoi, dans ce domaine, les trotskystes se différencient des stalinien, des réformistes et de toutes les variétés de centristes d'une part, et d'autre part des gauchistes et ultragauchistes et anarchistes. La politique stalinienne et réformiste, c'est l'alliance plus ou moins durable avec des forces de la bourgeoisie. Cela veut dire que ces Partis n'ont pas, à proprement parler, de programme non seulement fondamental (comme les dirigeants du P.C.F. viennent de l'avouer involontairement en proposant que la question soit posée dans le cadre de la préparation du XV^e Congrès) mais même de programme d'action axé sur les aspirations du prolétariat. Pour les ultra-gauches, la lutte pour le beefsteak et les revendications quotidiennes est dépassée. Autrement dit, pour reprendre la terminologie utilisée dans le mouvement ouvrier, avant la première guerre mondiale, les stalinien et les réformistes n'ont qu'un programme minimum (quand ils en ont un), assorti de toutes sortes de chapitres destinés à rassurer la bourgeoisie et nommé pour cette raison programme de Salut National ou de Défense Républicaine. De leur côté, les ultra-gauches n'ont qu'un programme maximum.

Quant aux trotskystes, ils ont un Programme de transition dont les idées essentielles furent adoptées au Premier Congrès de la IV^e Internationale, il y a juste vingt ans.

On ne voit pas bien dans l'optique des ultra-gauches comment d'une situation déterminée de la classe ouvrière, la lutte pourra s'élargir en une lut-

te pour le socialisme. On voit encore moins comment pourra s'effectuer la transformation socialiste de la société. Dans l'optique stalinienne ou réformiste, comment les travailleurs peuvent-ils replacer leur lutte quotidienne dans la perspective du socialisme? En termes différents, les uns et les autres ignorent ou veulent ignorer (surtout les stalinien) la relation nécessaire entre le quotidien et le socialisme. Tout naturellement, les ultra-gauches ignorent les grandes organisations ouvrières (P.C., P.S., syndicats) dans lesquelles les travailleurs salariés sont groupés. Les réformistes et les stalinien eux, transforment le prolétariat en force d'appoint de fractions de la bourgeoisie dite libérale.

Les trotskystes savent que les travailleurs restent attachés à leurs organisations. Ils s'adressent à ceux qui veulent que les directions des grands partis et syndicats engagent la lutte pour la constitution d'un gouvernement de Front Unique, s'appuyant sur des Comités de base et ouvrant la perspective du socialisme.

Les post-stalinien, sans doute, depuis le XX^e Congrès du P.C.U.S. ont parlé des voies du socialisme. Mais ce ne fut qu'une affaire de citations et ce n'est jamais devenu un souci de propagande et d'agitation des Partis communistes. Ceux des militants qui ont pris le XX^e Congrès au sérieux, comme Henri Lefebvre par exemple, sont en train de payer leur audace de leur exclusion. Les « voies nouvelles » à la manière de Khrouchtchev, Thorez et Togliatti ne sont d'ailleurs qu'un bien ancien sentier, celui des « voies parlementaires » chères à Bernstein. Le léninisme était une condamnation de cette « découverte » des réformistes de la II^e Internationale. Comment utiliser le Parlement pour la reconstruction socialiste de la société française, alors que l'Assemblée Nationale vient de remettre son sort entre les mains d'un homme providentiel porté au pouvoir par les ennemis acharnés du socialisme?

La moindre culpabilité du Parti Communiste Français n'est pas d'avoir encouragé les illusions parlementaires. Les « théoriciens » en U.R.S.S. avaient bien envisagé qu'il serait peut-être nécessaire d'avoir recours à la violence. Ce n'était vraisemblablement qu'une clause de style puisque leurs émules de Paris devant les menaces de la dictature de l'armée ne surent que s'abriter derrière le gouvernement Pflimlin chancelant et la légalité républicaine représentée par... Coty.

**

Suprême argument des membres du Bureau Politique: la situation dans la classe ouvrière et dans les couches moyennes qui ne seraient point mûres pour le socialisme. En réalité, la majorité des salariés en France sont des partisans du socialisme. Ils craignent cependant de plus en plus sa perversion: le stalinisme. Ils craignent que Thorez et Duclos se comportent au gouvernement comme Rakosi et Kadar. Il est certain qu'il y a là une hypothèque à lever, qui constitue un sérieux obstacle au Front Unique, un alibi tout trouvé pour les chefs sociaux-démocrates.

C'est la trahison et la faillite des directions ouvrières et la méfiance des travailleurs à leur égard qui sont le principal obstacle au développement de la lutte anticapitaliste.